

Cour des comptes

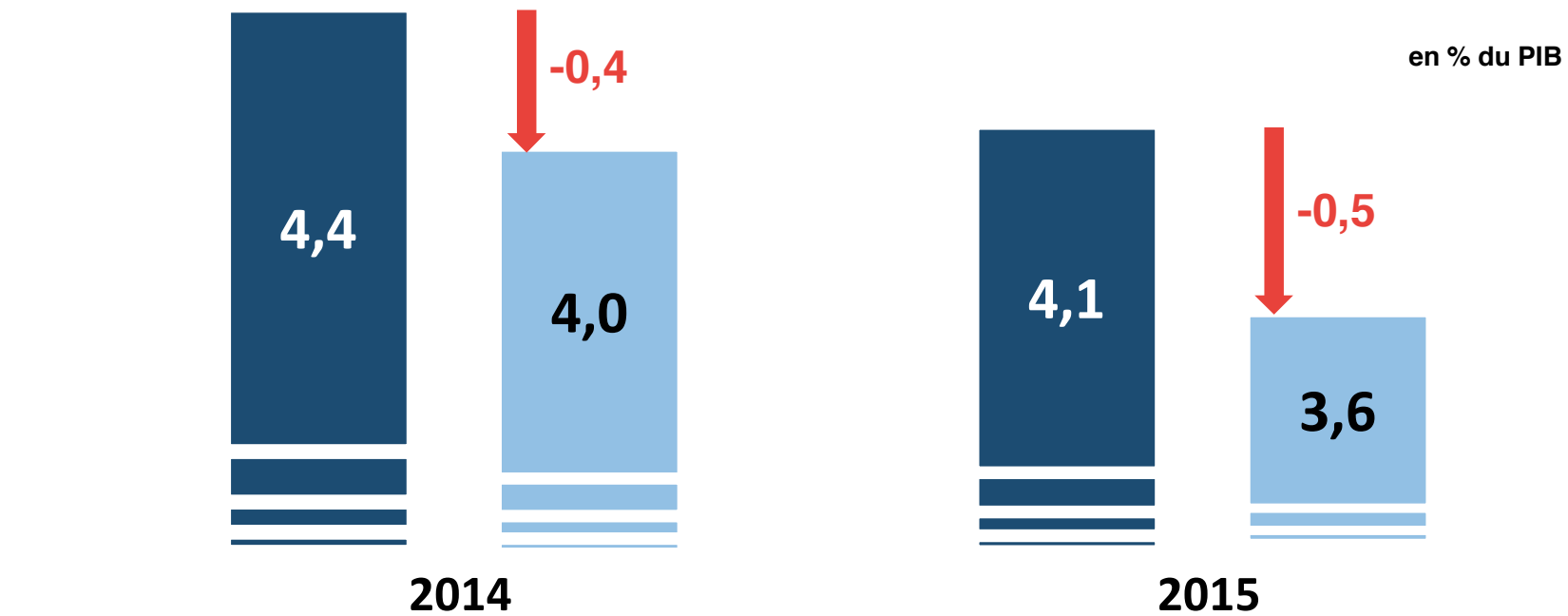


# LA SITUATION ET LES PERSPECTIVES DES FINANCES PUBLIQUES

29 juin 2016



## UN DÉFICIT PLUS RÉDUIT QUE PRÉVU EN 2014 ET EN 2015

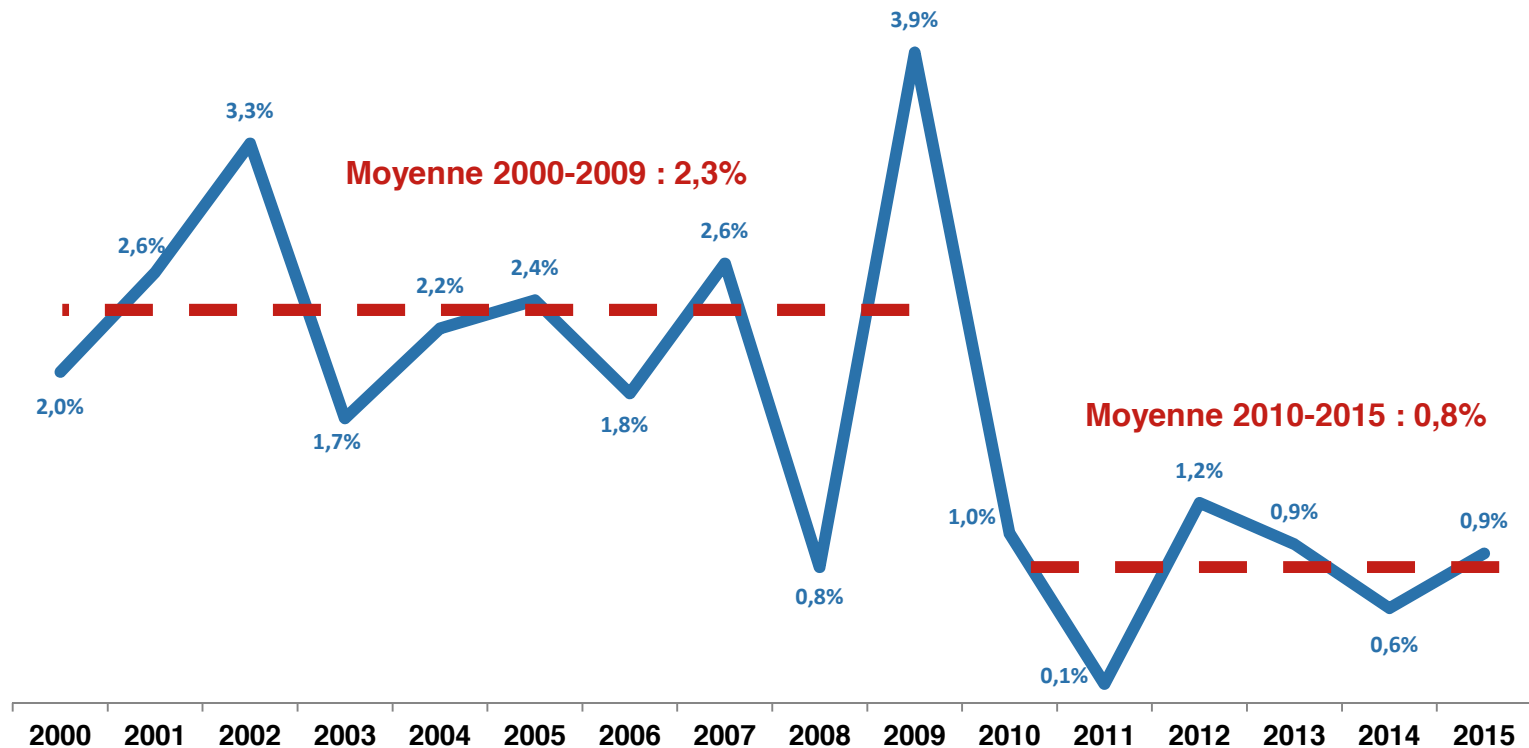


- Déficit public prévu en loi de programmation pour les finances publiques pour les années 2014-2019
- Déficit public constaté



# UNE ÉVOLUTION RALENTIE DES DÉPENSES PUBLIQUES

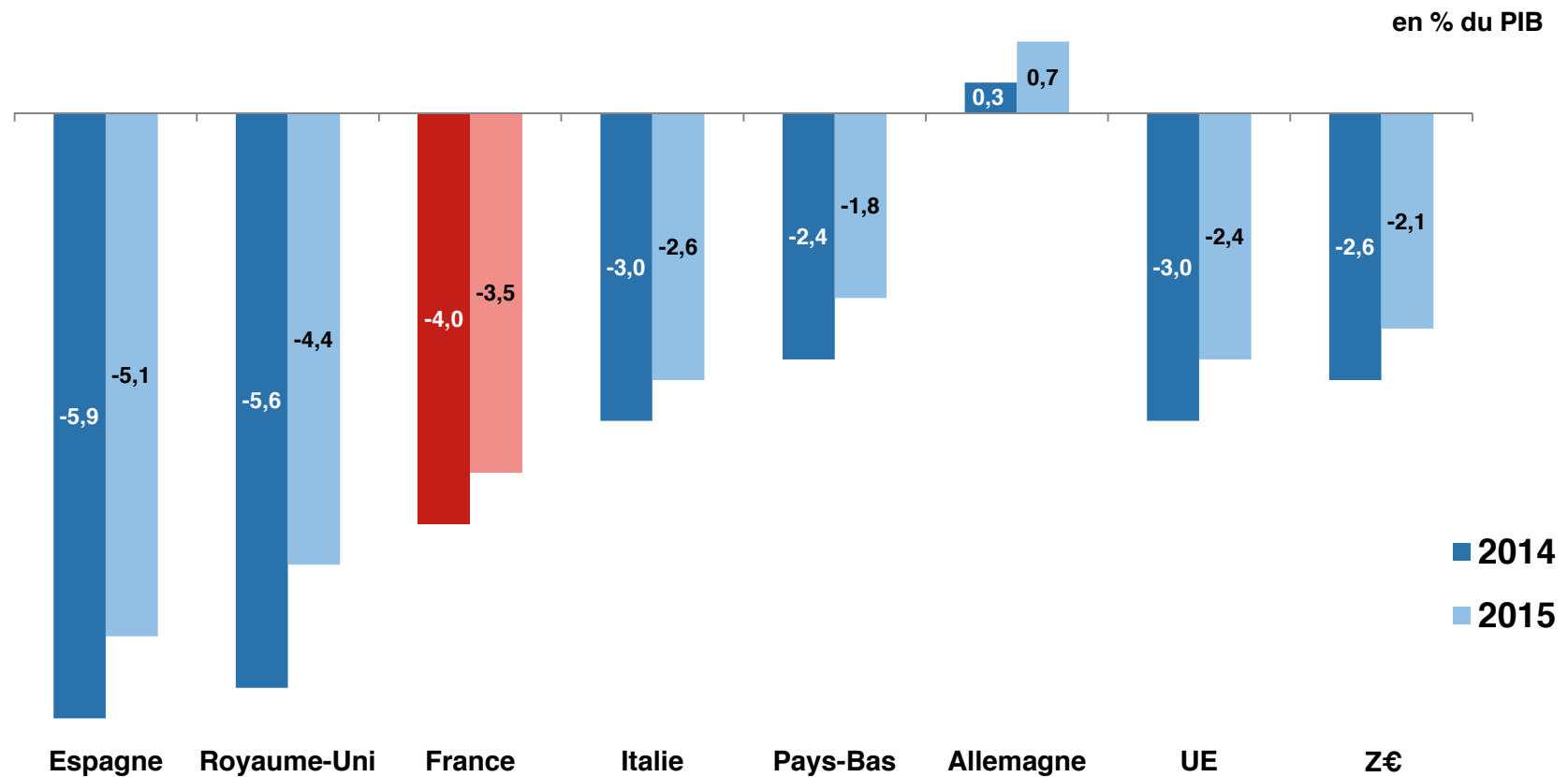
Taux de croissance des dépenses publiques hors crédits d'impôts  
(en volume et en %)



Source : Cour des comptes d'après Insee et loi de programmation des finances publiques



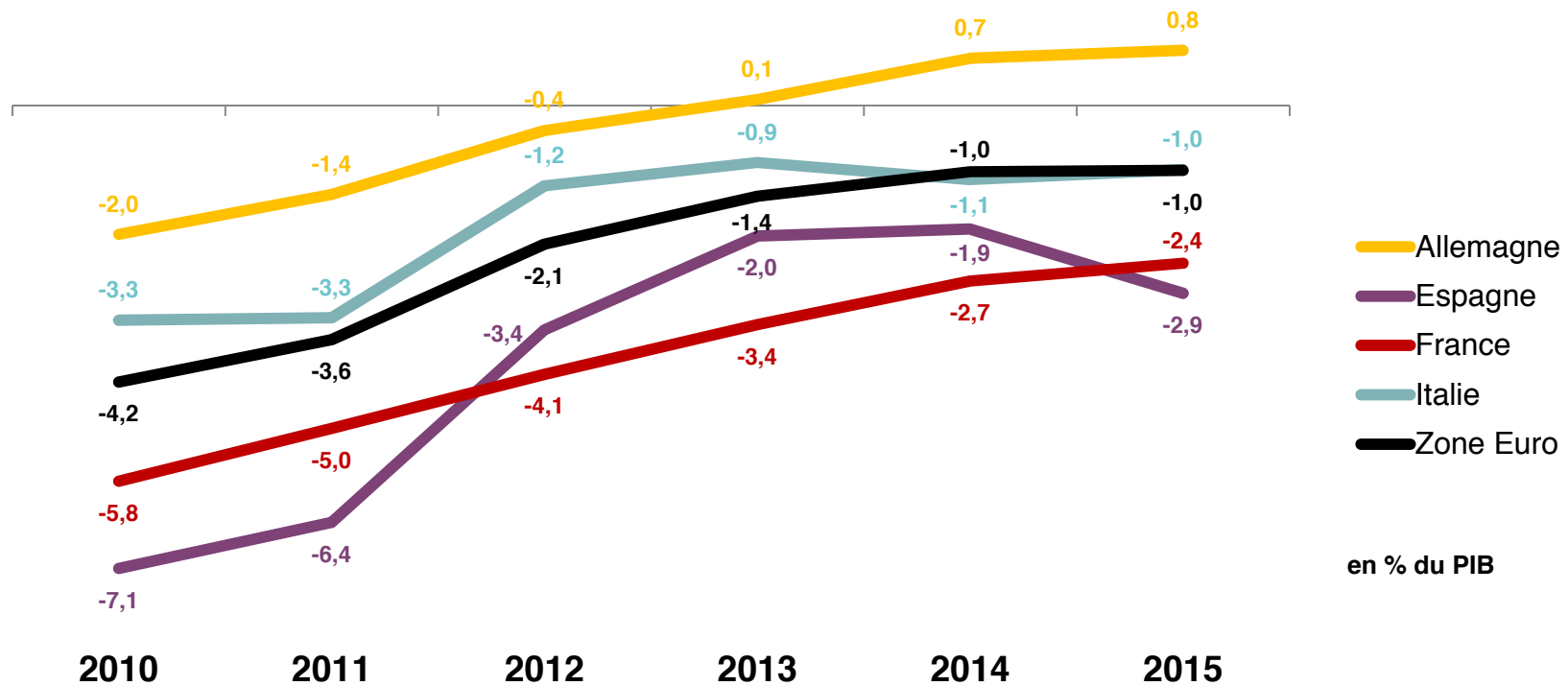
## DES DÉFICITS PUBLICS TOUJOURS ÉLEVÉS EN FRANCE PAR RAPPORT À SES VOISINS



Source : Cour des comptes d'après Eurostat



## UN DÉCALAGE DE LA TRAJECTOIRE DE DÉFICIT STRUCTUREL EN FRANCE PAR RAPPORT À SES VOISINS

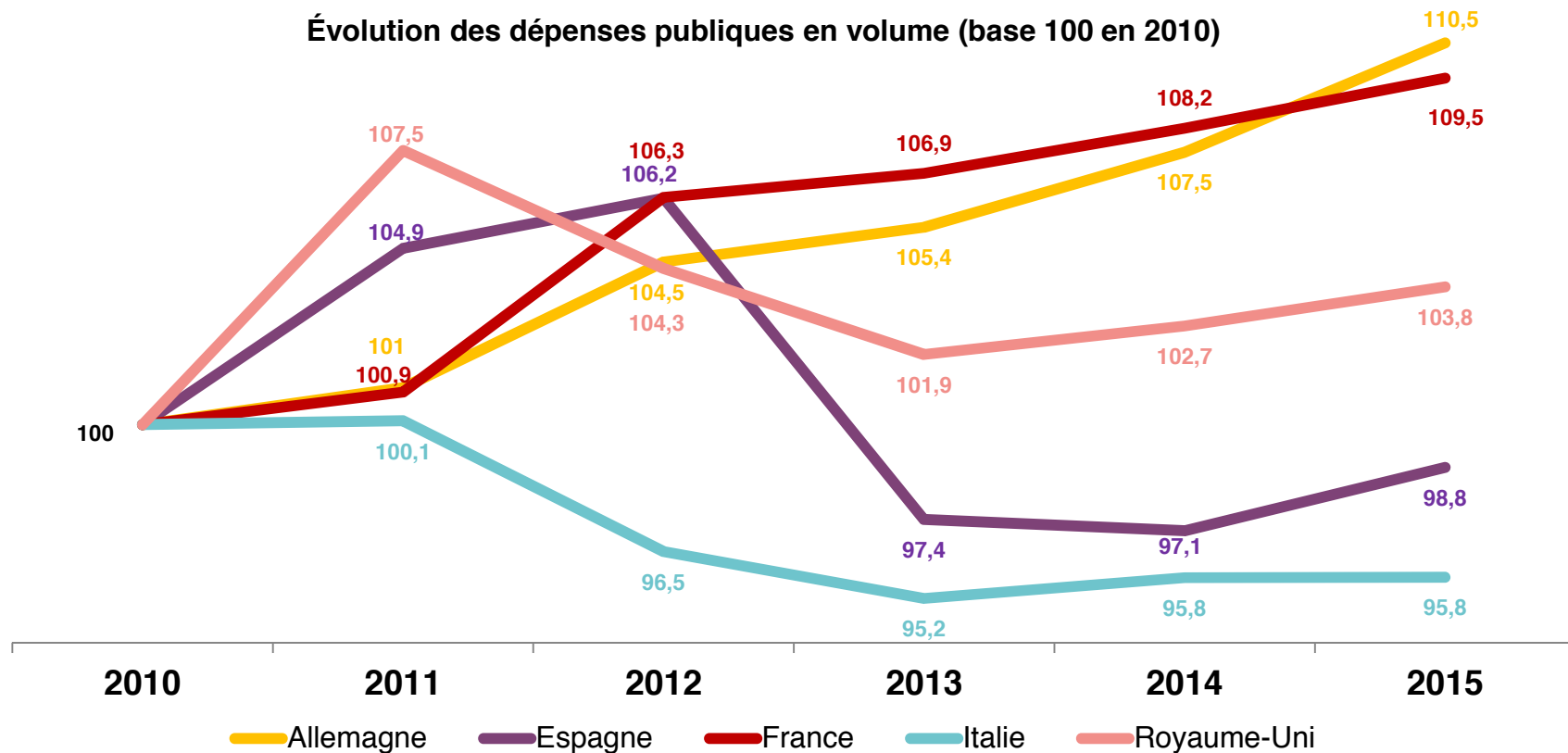


Source : Cour des comptes d'après Eurostat



# UNE MAÎTRISE DES DÉPENSES MOINDRE EN FRANCE QUE CHEZ SES VOISINS EUROPÉENS

Évolution des dépenses publiques en volume (base 100 en 2010)

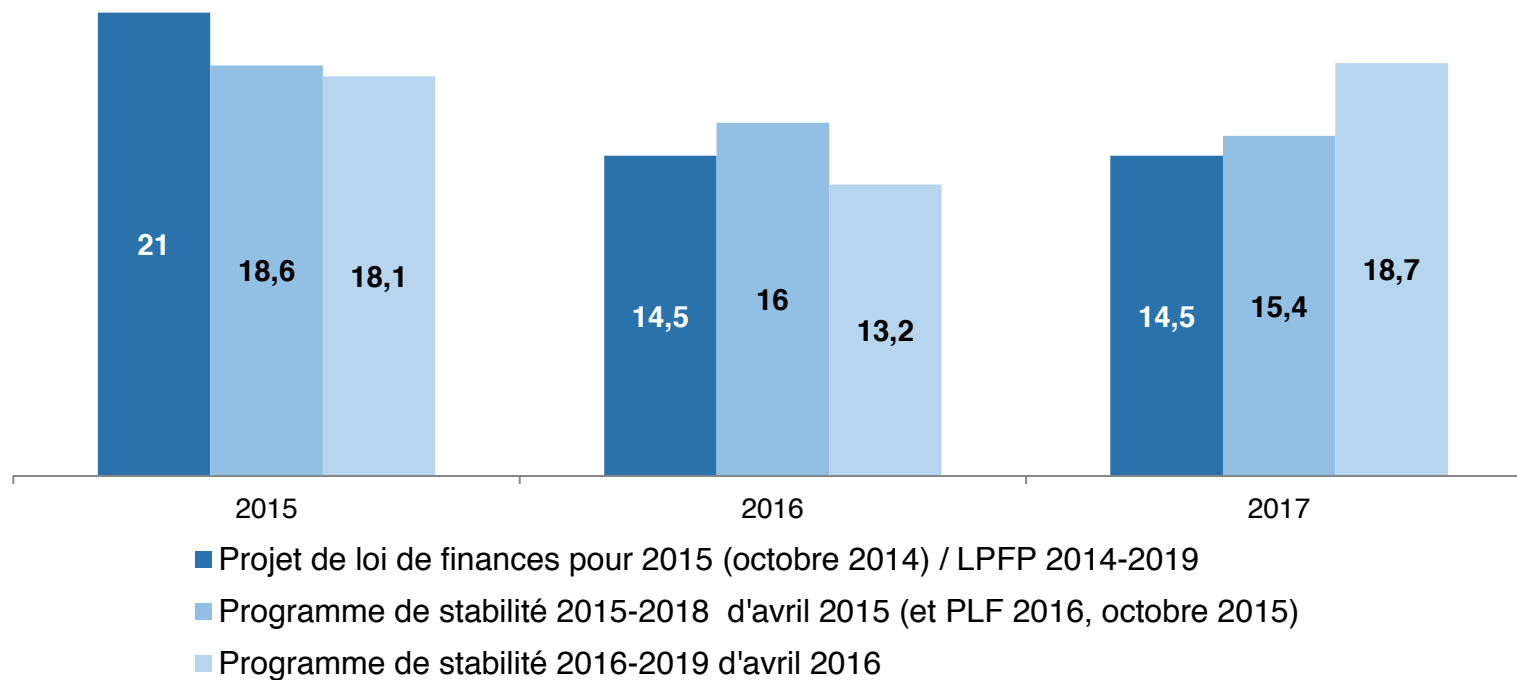


Source : Cour des comptes d'après Eurostat



# UN PLAN DE 50 Md€ D'ÉCONOMIES PROGRESSIVEMENT REPOUSSÉ DANS LE TEMPS

**Cadencement du plan de 50 Md€ d'économies**



Source : Cour des comptes d'après commission des finances de l'Assemblée nationale



## UN PLAN DE 50 MD€ D'ÉCONOMIES PARTIELLEMENT MIS EN ŒUVRE EN 2015

Catégorie d'administrations publiques	Mesure	Chiffrage Gouvernement (avril 2016)	Estimation de la Cour
<b>Administrations centrales (État + ODAC) (A)</b>	État : Baisse des crédits des ministères, abaissement de la norme en valeur	7,4	3,3
	PIA : Ralentissement des dépenses PIA par rapport à la trajectoire initialement prévue	1,0	0,0
	<b>Sous total Administrations centrales</b>	<b>8,4</b>	<b>3,3</b>
<b>Administrations locales (B)</b>	APUL : Accroissement de l'effort en dépense des collectivités territoriales sous l'effet des baisses des dotations de l'État	<b>3,5</b>	<b>3,5</b>
<b>Administrations de sécurité sociale (C)</b>	Ondam	3,2	3,2
	Unédic : mesures sur les droits rechargeables et le cumul salaire-allocation	0,4	0,4
	Autres ASSO	2,6	1,6
	<b>Sous total Administrations de sécurité sociale</b>	<b>6,2</b>	<b>5,2</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>		<b>18,1 Md€</b>	<b>12,0 Md€</b>

Source : Cour des comptes sur la base des Programmes de stabilité et du RESF 2016





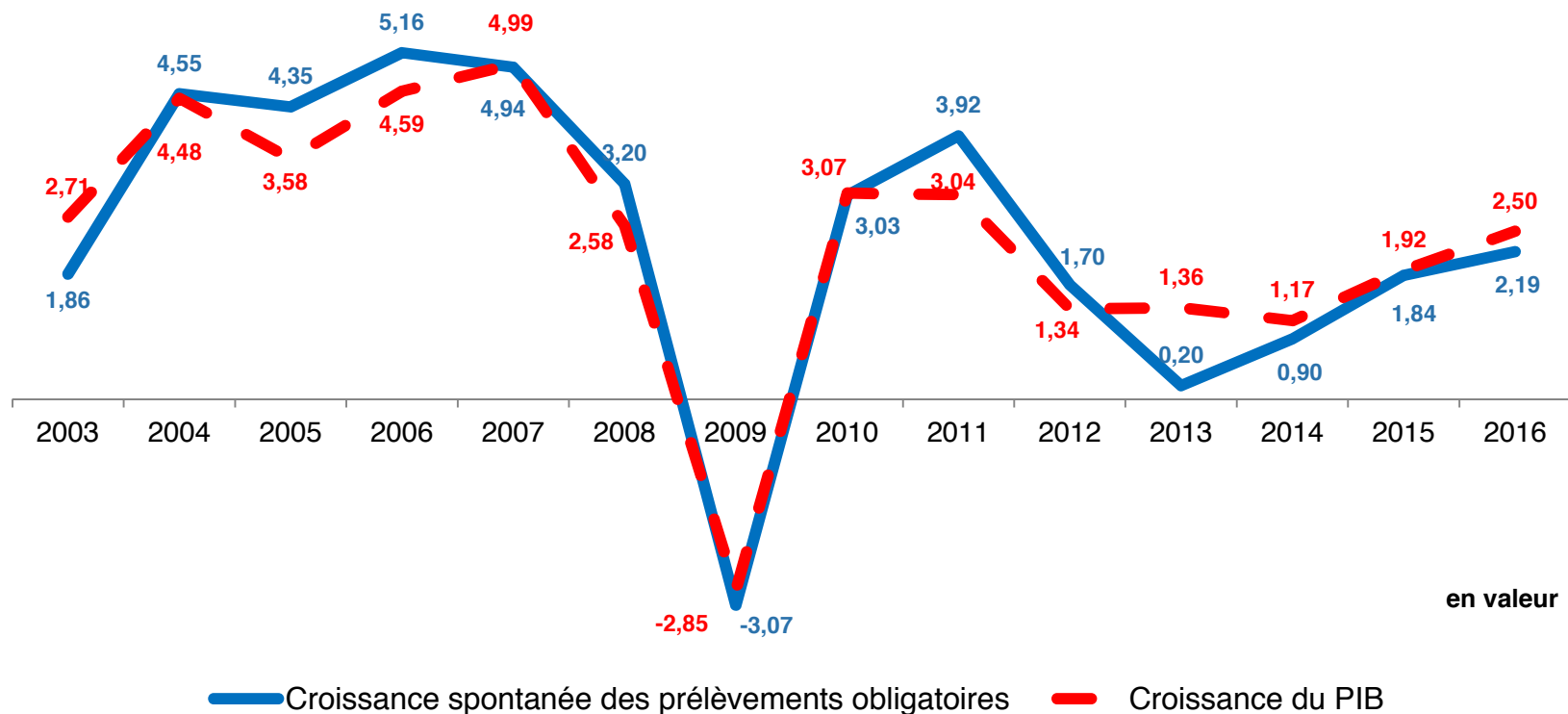
## UNE TRAJECTOIRE DE RÉDUCTION DU DÉFICIT PUBLIC REVUE À LA BAISSE

<i>En % du PIB</i>	2015	2016	2017	2018	2019
<b>Loi de programmation</b>	- 4,1	- 3,6	- 2,7	- 1,7	- 0,7
<b>Programme de stabilité d'avril 2015</b>	- 3,8	- 3,3	- 2,7	- 1,9	
<b>Programme de stabilité d'avril 2016</b>	- 3,5	- 3,3	- 2,7	- 1,9	- 1,2

Source : Cour des comptes d'après loi de programmation des finances publiques de décembre 2014, Programmes de stabilité d'avril 2015 et d'avril 2016



## UNE TRAJECTOIRE DE PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES COHÉRENTE AVEC LA CROISSANCE DU PIB ATTENDUE

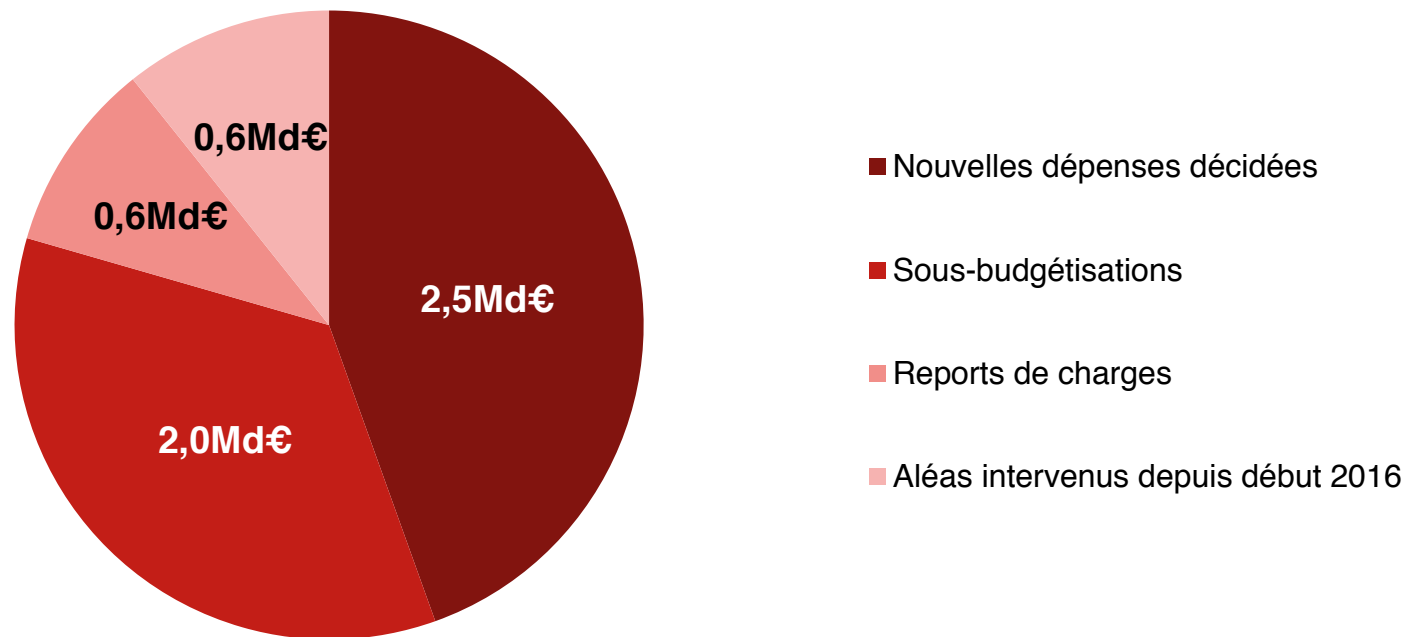


Source : Cour des comptes d'après Insee



## DES RISQUES IMPORTANTS PESANT SUR LA NORME DE DÉPENSES DE L'ÉTAT

Répartition des risques de dépassements des dépenses de l'État en 2016 par catégorie, en écart par rapport à la LFI 2016 (en Md€)

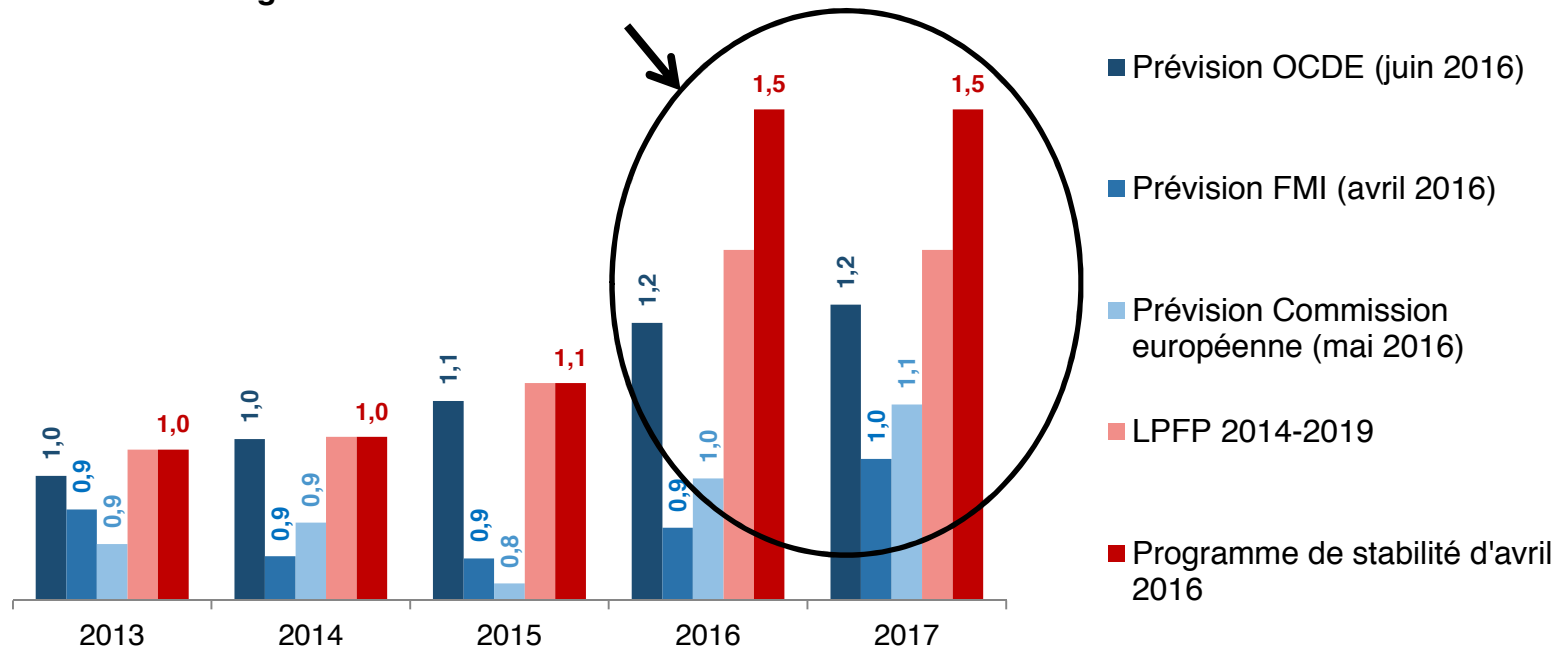


Source : Cour des comptes



# LA RÉVISION À LA HAUSSE DE LA CROISSANCE POTENTIELLE LIMITE LES EFFORTS À FAIRE POUR RÉDUIRE LE DÉFICIT STRUCTUREL

Un écart important sur 2016-2017 entre les estimations du Gouvernement et celles des organisations internationales

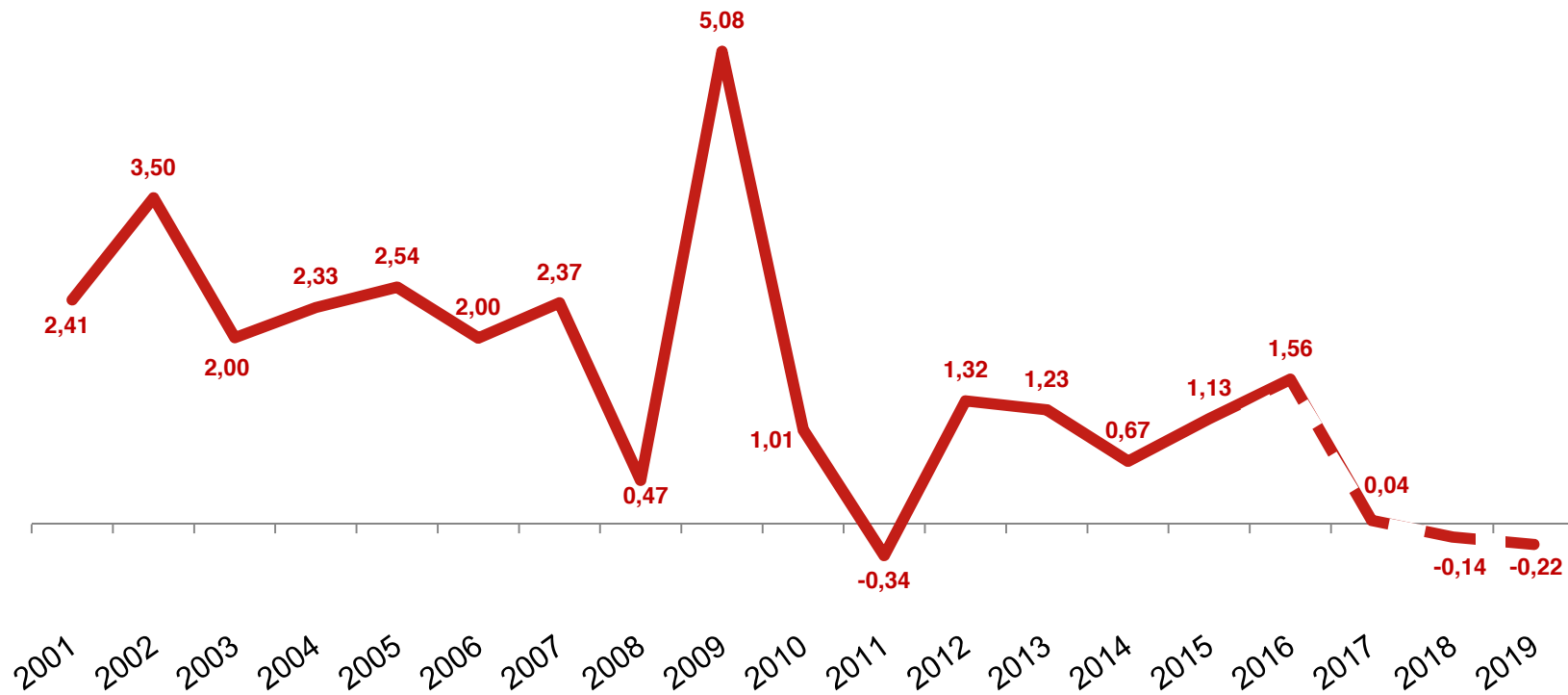


Source : Cour des comptes



# UNE PRÉVISION D'ÉVOLUTION DES DÉPENSES POUR 2017-2019 AMBITIEUSE MAIS PEU DOCUMENTÉE

Croissance des dépenses publiques hors crédits d'impôts et hors charges d'intérêts (en volume et en %)



Source : Cour des comptes

Cour des comptes



# LA SITUATION ET LES PERSPECTIVES DES FINANCES PUBLIQUES

29 juin 2016